

Alternative Libertaire

anticapitalisme
autogestion

Coordonner, amplifier, durcir les luttes

Après un an de licenciements, de fermetures de boîtes, de chômage technique, une journée de manifestation nationale arrive enfin. Après avoir été menés en bateau par les directions confédérales, de temps forts en temps morts, les travailleurs et les travailleuses peuvent-ils relever la tête ? C'est ce que nos pantins du gouvernement craignent le plus, donnons leur raison!

Pour sortir de la crise financière, le gouvernement a choisi de sauver les banques et les grosses entreprises et de faire raquer les travailleuses et les travailleurs, pour le plus grand plaisir du patronat, entraînant une crise économique et sociale majeure. Face à cela, de nombreux salarié-e-s ont choisi de se battre et ont parfois gagné. Ainsi, les salariés de la SBFM ont obtenu la réintégration sans licenciement de leur entreprise dans le groupe Renault, les Conti ont arrachés 50.000 euros de prime de licenciement et les salariés de Toyota-Valencienne ont obtenu le paiement du chômage technique.

Mais au-delà de ces luttes emblématiques, la plupart des salarié-e-s et des militants ouvrières et ouvriers en lutte cette année contre les licenciements se sont retrouvés isolés, là où une impulsion nationale était attendue. En ce sens, il est scandaleux de mépriser les salarié-e-s qui se battent le dos au mur pour des meilleures primes de départ, comme le font certains dirigeants de la direction confédérale CGT, car ils n'ont tout simplement pas le choix en l'absence de mouvement national contre les licenciements.

Une politique industrielle durable passe par une rupture avec le capitalisme

La coordination et l'amplification des luttes doit être une priorité. Mais le contenu des revendications l'est tout autant ! Ainsi, appeler à manifester pour « le développe-

ment de l'industrie et de l'emploi » quand il faudrait organiser la lutte contre les licenciements crée la confusion. Aujourd'hui, l'heure n'est pas aux tables-rondes avec le patronat et le gouvernement mais à la lutte.

De même, tout le monde est d'accord pour dire qu'il y a une urgence écologique, mais ce ne sont pas Renault, PSA ou Ford qui vont se mettre à construire des moyens de transport collectifs et non coûteux en énergie. Non seulement les capitalistes mènent une politique industrielle destructrice et polluante, mais il voudraient en faire retomber les conséquences sur les épaules des travailleurs et des travailleuses. Une politique industrielle durable passe par une rupture avec le capitalisme, sinon on est reparti pour 10 ans jusqu'à la prochaine crise qui sera encore plus grave.

Il y a tout à attendre d'une confrontation directe avec l'Etat et le Patronat !

Il n'y a rien à attendre de l'État, qui s'emploie d'abord à protéger la propriété privée des grands capitalistes, ou des confédérations syndicales, qui sont acquises malheureusement depuis des années à un syndicalisme d'accompagnement des régressions sociales.

Pour changer la donne, l'essentiel sera les luttes que mèneront les salariés eux-mêmes, leur capacité à se coordonner à

partir de la base pour entraîner un mouvement plus général et un vrai rapport de force. Aujourd'hui, de telles initiatives de coordination se multiplient et constituent des points d'appui essentiels pour la mise en place d'une coordination nationale des boîtes en lutte. Les syndicalistes lutte de classe quelque soient leur étiquette ont une responsabilité majeure pour construire un tel mouvement.

Travailleurs communistes libertaires, nous sommes syndicalistes révolutionnaires. Nous pensons qu'il faut s'attaquer directement à la domination du capital, c'est-à-dire à la propriété privée des moyens de production, en ayant comme boussole l'autogestion communiste de l'outil de production et de la société par celles et ceux qui produisent les richesses : les travailleuses et les travailleurs !

Nous portons des revendications claires et unifiantes remettant en cause le pouvoir des capitalistes :

- hausse immédiate des salaires, des minima sociaux et des pensions
- droit de veto des travailleuses et travailleurs sur les licenciements
- réquisition et autogestion des entreprises qui licencient
- blocage des dividendes des actionnaires et leur redistribution



Le mensuel disponible en kiosque

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.
- Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL
- Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

20 octobre 2009